

La Chine teste sa monnaie virtuelle en vue de 2022

La banque centrale de la Chine s'entraîne, depuis quelques mois, sur une application « maison » pour développer l'usage du yuan en mode « virtuel ».

A l'arrivée à l'aéroport, les banques chinoises vous proposent un nouveau système simplissime : échanger, sans frais, vos dollars ou vos euros au cours du jour contre des yuans virtuels. Il vous suffit de télécharger l'application créée à cet effet par la Banque populaire de Chine ou, encore plus simple, de fixer une puce sur un badge que vous porterez autour du cou, voire sur un de vos gants.

La Chine s'entraîne et teste sa monnaie virtuelle depuis quelques mois pour être fin prête le 4 février 2022. Dès novembre 2020, la banque centrale chinoise faisait état de 4 millions de transactions pour une valeur équivalente à 299 millions de dollars (245 millions d'euros).

Source : Capital



L'affacturage dans sa pire crise depuis 30 ans

Les sociétés d'affacturage (appelées « factor » elles délivrent du financement court terme aux entreprises contre présentation de factures) ont vu leur activité baisser de 9 % sur les neuf premiers mois de 2020. Alors que le secteur était habitué à une croissance annuelle à deux chiffres. Depuis onze ans le secteur n'avait connu que la croissance, le plaçant comme première solution de financement devant le découvert. C'est son pire décrochage depuis son lancement, soit 30 ans plus tôt.

La filière compte sur un nouveau produit développé pendant la crise pour sortir la tête de l'eau : le financement de commandes (ou dit aussi affacturage inversé). Plus besoin de facture pour obtenir des fonds, un simple bon de commande suffit.

La crise sanitaire participe à ce frein. « Le confinement a entraîné une chute drastique de la production au printemps. Résultat, les entreprises n'ont tout simplement plus eu de factures à transmettre » d'après une travailleuse du secteur. Sans compter que l'Etat a fourni de la trésorerie à travers les prêts garantis par l'Etat (PGE), ce qui conduit logiquement à un besoin moindre de l'affacturage.

Source : Les Echos

La Commerzbank Allemande planté par Wirecard

Wirecard, entreprise de technologies et de services financiers, a déposé l'an dernier une demande d'insolvabilité (en 2020). Les politiciens, les régulateurs, les procureurs et les anciens dirigeants considèrent en réalité que Wirecard est l'auteur d'une fraude comptable mondiale sophistiquée.

La disparition de Wirecard a embarrassé l'Allemagne, qui d'habitude bénéficie d'une réputation de rectitude et de fiabilité. Cela représente un échec cuisant pour ce pays, les autorités ayant apparemment ignoré les signaux d'alerte.

La Commerzbank cliente de Wirecard, a commencé à poser davantage de questions. En effet, des rapports de presse ont jeté le doute sur les opérations de Wirecard. La banque a mis fin à sa relation avec la société en mai 2019, car elle était de plus en plus préoccupée par le risque d'un éventuel blanchiment d'argent, a-t-il dit.

Jeudi 14 Janvier 2021, un haut responsable de la Commerzbank, Marcus Chromik, directeur des risques, a déclaré aux législateurs allemands, que la banque avait été victime d'une fraude tout en expliquant comment ils avaient été trompés par les cadres et les auditeurs de Wirecard.

Marcus Chromik, a déclaré à une commission parlementaire que la banque avait accepté d'accorder un crédit à Wirecard en 2018 sur la base des garanties fournies par les cadres supérieurs sur les perspectives de croissance de la société, ainsi que sur la base des témoignages des auditeurs.

La Commerzbank a procédé en interne à ses propres analyses minutieuses, a-t-il déclaré.



«Il n'y a pas eu de signes de divergences comptables(...).La Commerzbank, comme beaucoup d'autres, a été victime d'une fraude inimaginable d'une dimension énorme», a-t-il déclaré.

Les législateurs ont enquêté sur l'implosion de la star technologique allemande, qui valait autrefois 28 milliards de dollars, et qui s'est repliée sur des milliards de dettes.

Cela rappelle que malgré des mesures réglementaires prudentielles, des réglementations préventives et des dispositifs prudentiels tel que le comité de Bâle, il existe encore de nombreuses failles au système financier. Le risque structurel reste omniprésent. De grandes banques réussissent encore à se faire berner malgré la mise en place de départements dédiés au risque. Il est aujourd'hui, à mon sens, important de prendre en compte la sphère financière et d'établir

une réglementation renforcée auprès des fournisseurs de services annexes à la banque. Cet événement relance le débat autour de la réglementation non seulement bancaire, qui ne fait que s'alourdir, mais surtout autour de la réglementation des entreprises de services tels que les plateformes de crypto-monnaies ou dans notre cas d'entreprise de technologies et de services financiers qui font aujourd'hui partie intégrante du système financier ou qui impacte de près comme de loin la finance en général.

Source : CNBC